

capable de renforcer le capital, de payer plus pour le capital déjà emprunté pour le rembourser, si l'on est seulement capable de faire cela, comment allons-nous équilibrer notre budget?

Quant aux obligations du 15 juin, par exemple, qui portaient un taux de $2\frac{3}{4}$ p. 100, il en coûtait \$27,500 par année par million; elles vont maintenant rapporter $7\frac{1}{4}$ p. 100, c'est-à-dire \$72,500 par million, soit une augmentation de \$45,000 par million, sans plus de travail de la part de ces financiers ou de ces millionnaires qui prêtent de l'argent au gouvernement pour essayer d'équilibrer le budget. Est-ce que c'est de cette manière qu'on équilibrera le budget? On parle d'une société juste, on parle d'un Canada uni, on parle d'un équilibre économique, mais on fait tout le contraire pour désunir, pour déséquilibrer l'économie, pour faire des culbutes économiques, et cela nous conduit aussi aux culbutes politiques.

Quant à tous ces 283 millionnaires qui possédaient 283 millions placés à un taux d'intérêt de $2\frac{3}{4}$ p. 100 et qui vont recevoir maintenant $7\frac{1}{4}$ p. 100, soit \$45,000 d'augmentation, chaque année, sans plus de travail, ils vont donc retirer, de l'emprunt de 283 millions, \$12,735,000 de plus, et l'on va encore imposer le petit revenu du travail pour combler les gros revenus du capital.

Voici un fait évident, tout récent, et l'on se plaint que notre société juste favorise continuellement l'accroissement de l'écart qui existe entre les riches et les pauvres du même pays. Nous faisons exactement ce que tous les vieux pays font, avec le même système économique et politique que nous avons: Nous agrandissons l'écart entre le pauvre et le riche à tel point que le riche devient plus riche et le pauvre, de plus en plus pauvre.

Si le peuple est obligé de payer plus d'impôt, de se serrer encore plus la ceinture, pourquoi, une bonne fois, partout dans le monde et dans notre pays, le Canada, les financiers ne se serreraient-ils pas la ceinture un petit peu, eux aussi? Pourquoi toujours permettre l'augmentation de ce capital, l'augmentation des taux d'intérêt au détriment de l'individu, au détriment des petits? C'est chez ce peuple qu'augmente la pauvreté; partout au Canada, on parle de régler le problème de la pauvreté; il s'agit d'une farce monumentale! Jamais, en cette enceinte, aucun parti n'a réglé ce problème! Tant et aussi longtemps que l'on permettra des abus semblables, on verra le déséquilibre économique actuel se perpétuer; plus cela s'accroîtra, plus le peuple sera porté à se révolter.

• (4.10 p.m.)

Voilà, monsieur le président, où nous en sommes. Pas un seul député des vieux partis

ne soulève cette question économique; il n'y en a pas un qui veut s'attaquer à ce problème néfaste, épouvantable, déloyal pour la société, ce problème économique malsain qui corrompt davantage la société.

Alors, voilà, monsieur le président, où nous en sommes. Au Canada, la production est abondante, la capitalisation exigeante et la consommation est déficiente.

On parle de relever l'économie du pays, parce que tous les grands économistes, tous les universitaires parlent d'augmenter la productivité. Présentement, nous avons 28 milliards de surplus dans la productivité; ce n'est plus un problème de production, c'est un problème de consommation. Il n'y en a pas encore un seul qui veut s'organiser pour financer la consommation au lieu de financer seulement la production.

La production est le point de départ de la consommation. On finance la production, mais on ne veut pas, pour tout l'or au monde, financer la consommation. La consommation peut se financer par la distribution des surplus de l'économie canadienne. La distribution de ces surplus peut se faire facilement. Mais on ne veut pas en entendre parler; alors, on ne veut pas régler le problème, on veut continuer à entretenir le même chaos économique et à l'empirer. Jamais nous ne réglerons le problème de cette façon.

Ces trois grandes lignes très simples sont reproduites en termes techniques dans une formule de 300 mots que j'ai déjà exposée dans cette enceinte. J'ai déjà fourni au Parlement du Canada, sous différentes formes d'explications, la preuve, la documentation au sujet de toutes les exigences économiques, ainsi que le témoignage des experts, des comptables, des administrateurs de banques, de compagnies ou de corporations, des représentants des corps intermédiaires ou «pressure groups», des représentants de toutes les disciplines universitaires, sociales, nationales ou internationales à ce sujet.

Ce qu'il nous faut, c'est la même formule pour tout le monde: la formule du revenu, des dépenses et des profits. Il faut faire l'équilibre, monsieur le président, entre les revenus, les dépenses et les profits; entre les taxes, les impôts et les réserves; entre les personnes, les familles et les sociétés; entre les besoins, les coûts et les prix; entre les patrons, les employés et les dépendants; entre le capital, le travail et le droit de vivre. L'équilibre économique doit aussi exister, surtout entre la production, la consommation et la capitalisation. C'est là que le grand jeu de notre économie se joue et c'est là que personne ne veut intervenir dans la haute société. Aussi longtemps que nos administrateurs économiques, nos économistes, nos